

MÉCANISMES DE PROTECTION EN AMÉRIQUE LATINE

Un bouclier fragile pour les journalistes,
des perspectives pour les renforcer

| SOMMAIRE |

	AVANT-PROPOS	3
1	PROTECTION DES JOURNALISTES : DES POLITIQUES ENTRAVÉES PAR DES RÉTICENCES POLITIQUES EN ÉQUATEUR, AU CHILI, AU GUATEMALA, AU PARAGUAY ET AU PÉROU	5
2	POUR DES POLITIQUES PUBLIQUES EFFICACES : LES DIX CONDITIONS PHARES D'UN MÉCANISME DE PROTECTION EFFECTIVE DES JOURNALISTES	11

Directeur Général : **Thibaut Bruttin** • Direction éditoriale : **Anne Bocandé** • Directeur du plaidoyer et de l'assistance : **Antoine Bernard** • Directeur du bureau Amérique latine : **Artur Romeu** • Responsable plaidoyer Amérique latine : **Bia Barbosa** • Recherche : **Daniel Giovanaz** • Contributions à la rédaction : **Fabiola León Posada** ; **César Baeza Hidalgo (Chili)**, **Eric Samson (Équateur)**, **Jacqueline Fowks (Pérou)**, **José Maria Costa (Paraguay)**, **Luis Ovalle (Guatemala)** • Cheffe d'édition : **Anne-Laure Chanteloup** • Secrétaire de rédaction : **Rouguyata Sall** • Graphiste : **Stéphanie Barcelo**

Partenariat : Unesco



Couverture : Manifestations à Santiago, Chili, le 14 novembre 2019, contre les mesures prises par le gouvernement du président Sebastián Piñera. © Martin BERNETTI / AFP

Date de publication : décembre 2024

AVANT-PROPOS

Vers une politique publique efficace pour la protection des journalistes

Garantir un environnement sûr pour le journalisme reste un défi majeur pour les démocraties en Amérique latine. Depuis 2000, au moins 338 journalistes ont été assassinés dans la région. À ces meurtres s'ajoutent des vagues de harcèlement, d'arrestations arbitraires et de persécutions judiciaires, contraignant de nombreux journalistes à l'exil.

Face à cette violence structurelle, des mécanismes de protection sont devenus indispensables. Ces programmes étatiques visent à protéger les individus qui font face à des risques en raison de leur travail journalistique ou de leur lutte contre la corruption, le crime organisé et les abus de pouvoir. Ces initiatives sont souvent nées sous la pression de la société civile et des organisations internationales.

Ces dix dernières années, la Colombie, le Mexique, le Brésil et le Honduras ont instauré des dispositifs de ce type. Plus récemment, l'Équateur et le Pérou ont lancé des initiatives de protection pour répondre à l'escalade des agressions. Le Guatemala, après plusieurs mandatures sous des gouvernements hostiles à la presse, s'efforce aussi de mettre en place une politique de protection, tandis qu'au Chili et au Paraguay, des projets de loi sont en cours de discussion.

Malgré les différences nationales, ces mécanismes s'articulent sur des missions communes : évaluer les risques, déterminer des mesures appropriées et mettre en œuvre des plans de protection pour les bénéficiaires sous protection de l'État. Le soutien peut prendre diverses formes, allant des patrouilles de police régulières, des canaux de communication d'urgence avec les forces de sécurité, à des mesures de protection accrues comme des gardes du corps, des véhicules blindés, des gilets pare-balles, des caméras de surveillance, voire une relocalisation vers des zones plus sûres dans les situations les plus graves.

Depuis 2021, Reporters sans frontières (RSF), soutenu par l'UNESCO, travaille à renforcer ces mécanismes. Après la publication en 2022 du rapport [*Résoudre les failles - Pour une nouvelle génération de mécanismes de protection des journalistes en Amérique latine*](#), axé sur la Colombie, le Mexique, le Brésil et le Honduras, RSF se concentre, dans cette publication, sur les initiatives émergentes au Chili, en Équateur, au Guatemala, au Paraguay et au Pérou.

RSF réaffirme ainsi son engagement, aux côtés de la société civile et des autorités, pour mettre en place des réponses concrètes face aux menaces pesant sur les journalistes. Si les mécanismes de protection se multiplient, leur efficacité varie considérablement et dépend d'une approche intégrée, impliquant divers acteurs, pour prévenir la violence et garantir que les responsables soient traduits en justice. Or de nombreux programmes manquent cruellement de ressources et ne peuvent offrir qu'un soutien institutionnel limité, échouant souvent à réagir aux menaces ou à poursuivre les agresseurs.

RSF formule alors dix recommandations pour établir des mécanismes de protection solides et fiables, garants de la liberté de la presse, dans le respect des obligations des États de protéger la liberté d'expression et d'assurer le droit à l'information du public. Ces programmes sont essentiels, non seulement pour la sécurité des journalistes, mais aussi pour préserver les fondements démocratiques des sociétés d'Amérique latine.

Artur Romeu,
directeur du bureau
Amérique latine de RSF

Antoine Bernard,
directeur du plaidoyer
et de l'assistance de RSF

FACE À LA DANGEROUSITÉ DU MÉTIER DE JOURNALISTE EN AMÉRIQUE LATINE, LES ÉTATS METTENT EN PLACE DES MÉCANISMES DE PROTECTION

33 journalistes tués depuis 2000

GUATEMALA

10

ÉQUATEUR

6

PÉROU

7

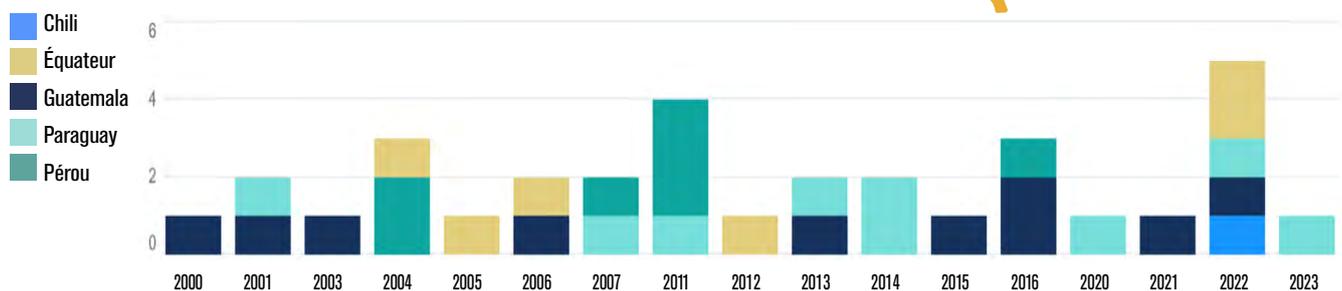
PARAGUAY

9

CHILI

1

Chiffres (mandat RSF) depuis 2000 sur ces pays



1 | PROTECTION DES JOURNALISTES : DES POLITIQUES ENTRAVÉES PAR DES RÉTICENCES POLITIQUES AU CHILI, EN ÉQUATEUR, AU GUATEMALA, AU PARAGUAY ET AU PÉROU

Dans les pays d'Amérique latine étudiés, le principal défi pour renforcer les politiques de protection des journalistes réside dans la réticence politique à en faire une priorité. Dès lors, les cadres juridiques sont faibles, les ressources sont insuffisantes, tout comme la coordination entre les entités responsables. Sans ces soutiens financiers et institutionnels, les journalistes sont dans une situation de vulnérabilité accrue.

GUATEMALA : L'IMPULSION DE L'APRÈS-GUERRE MAIS DES PROMESSES TOUJOURS EN ATTENTE



Les discussions autour de l'établissement d'une politique de protection des journalistes ont débuté après le meurtre de 342 journalistes durant la guerre civile entre 1960 et 1996. Au moins 126 journalistes sont encore portés disparus depuis. En 2012, le gouvernement guatémaltèque s'est engagé auprès des Nations unies à créer un programme de protection des journalistes. Deux ans plus tard, la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) a ratifié cet engagement, mais le processus s'est arrêté après la démission, en 2015, du président Otto Pérez Molina, accusé de corruption. Son successeur, Jimmy Morales (2016-2020), n'a montré aucun intérêt pour la relance de ces discussions, et la situation s'est encore dégradée sous Alejandro Giammattei (2020-2024), période durant laquelle l'état de la liberté de la presse s'est considérablement détérioré. Selon l'Association des journalistes du Guatemala, près de 400 attaques contre la presse ont été enregistrées sous le gouvernement Giammattei.

Lorsqu'il a pris ses fonctions en janvier 2024, le président Bernardo Arévalo a promis de ramener le Guatemala sur la voie démocratique, y compris par l'engagement de mettre en œuvre des politiques pour protéger les défenseurs des droits de l'homme et les journalistes. Il a ainsi proposé la création d'une direction des droits de l'homme au sein du ministère de la Gouvernance en charge de développer des protocoles, pour coordonner les mesures de protection avec d'autres entités et institutionnaliser un système d'alerte précoce en collaboration avec la police nationale civile, le ministère public et le pouvoir judiciaire. Un Conseil national pour la prévention et la protection des défenseurs des droits de l'homme est également prévu, avec la participation de la société civile.



Une photographe tient une pancarte avec le hashtag #NoNosCallarán lors d'une manifestation de journalistes contre les attaques envers le journal *elPeriodico* à Guatemala City le 4 mars 2023.
© JOHAN ORDÓÑEZ / AFP

Cependant, assurer que cette politique ne soit pas seulement symbolique, mais serve de base pour un mécanisme de protection fonctionnel, et conforme aux normes internationales, reste un défi. Le manque actuel de soutien au Congrès limite la capacité du gouvernement à établir légalement un tel mécanisme. En outre, l'exécutif rencontre des difficultés avec une partie du pouvoir judiciaire et du ministère public, apparemment influencée par l'administration précédente, ce qui limite encore l'efficacité de tout effort de protection.

TÉMOIGNAGE

« La situation au Guatemala est encore très instable, c'est pourquoi nous nous efforçons de diffuser la politique de protection le plus rapidement possible. Nous devons profiter de toutes les occasions qui se présentent, comme celle que nous avons aujourd'hui. »

Evelyn Blanck, membre de l'équipe de coordination du réseau d'associations Red Rompe el Miedo, qui participe au processus d'élaboration de la politique de protection.

ÉQUATEUR : UN MÉCANISME DE PROTECTION SANS MOYENS POUR SA MISE EN ŒUVRE

En Équateur, le mécanisme de protection a été impulsé après l'enlèvement et le meurtre en 2018 de trois employés du quotidien *El Comercio* – le journaliste **Javier Ortega**, le photographe **Paúl Rivas** et le chauffeur **Efraín Segarra** – par des dissidents des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC). Mais il n'a été formalisé qu'en 2023, à la fin du mandat du président Guillermo Lasso, à la suite de l'assassinat du journaliste et candidat à la présidence Fernando Villavicencio. Avec l'aggravation de la crise politique et sécuritaire dans le pays, le président Daniel Noboa a déclaré en janvier 2024 qu'il y avait un « conflit armé interne » et imposé l'état d'urgence dans tout le pays. Dans ce contexte, les mesures de protection pour les journalistes souffrent d'un manque de ressources stables.



Alors que le mécanisme de protection est censé fonctionner comme un bureau technique indépendant, avec son propre personnel et ses ressources, le manque de financement de l'État implique que les journalistes doivent compter sur le personnel technique du Conseil pour la régulation, le développement et la promotion de l'information et de la communication. Une demande de budget de 780 000 dollars (soit environ 740 000 euros) pour 2024 et 2025 a été refusée par le président Noboa, et le Conseil cherche maintenant des soutiens auprès des ambassades et des partenaires de la société civile. Sans personnel ni budget dédiés, le rôle du mécanisme se limite à enregistrer et transmettre les plaintes, sans garantie que l'État prenne des mesures de protection. De plus, les ministères tels que ceux de l'Intérieur, des Affaires étrangères, des Droits des femmes et de l'homme, et de la Défense, font partie du groupe technique du mécanisme, mais ne sont pas obligés d'assister aux sessions programmées, ce qui entraîne du retard voire l'absence d'exécution des décisions.

TÉMOIGNAGE

« Le budget demandé est très basique, pour le personnel administratif, l'équipement de sécurité, la formation, l'aide à la relocalisation. Mais aujourd'hui nous n'avons aucun budget dédié. Sans argent, nous ne pouvons pas faire de monitoring, de cartographie, rien. »

Ricardo Rivas, président du Mécanisme de protection en Équateur

| PÉROU : UN MÉCANISME SUR LEQUEL LES JOURNALISTES NE PEUVENT PAS COMPTER



Le mécanisme de protection, réclamé par la société civile depuis 2016, n'a été créé qu'en 2021 sous la pression de la visite d'un rapporteur spécial de l'ONU. Cependant, ce mécanisme, dépourvu de budget adéquat, de personnel, et d'un cadre juridique contraignant pour la coopération des agences, reste largement méconnu des journalistes et manque de crédibilité. Seuls six employés de la Direction des droits de l'homme du ministère de la Justice sont dédiés au mécanisme, peinant à gérer une augmentation de 500 % des cas (en 2023, 237 journalistes ont demandé une mesure de protection, ils étaient 40 en 2021). Or le budget n'a augmenté que de 40 % sur la même période. Le décret de 2021 établissant le mécanisme dispose que ses principes, mesures et procédures sont contraignants pour huit ministères, mais cette obligation reste vague. Il n'existe pas de directives claires concernant l'allocation de ressources pour les mesures de protection ni de structures de rapport spécifiques au sein du ministère de la Justice. Le retard bureaucratique dans la détermination des responsables du financement et de la mise en œuvre des mesures de protection entraîne le non-respect des délais, tant pour les cas standards (30 jours) que les cas urgents (15 jours). Par conséquent, les journalistes ne considèrent pas ce mécanisme de protection comme fiable. D'autant plus que, malgré les efforts du ministère de la Justice pour maintenir le mécanisme de protection intersectoriel, l'administration de la présidente Dina Boluarte a soutenu des politiques qui vont à l'encontre de celui-ci, notamment des mesures qui discréditent les journalistes dénonçant la corruption et demandant des comptes pour la violence de l'État, faisant craindre aux organisations de journalistes de nouvelles formes de criminalisation de la presse.

En 2023, le gouvernement a tenté d'inclure une disposition dans le code pénal qui permettrait de poursuivre les journalistes et les médias en tant que « fauteurs de troubles » pour avoir diffusé des informations sur les manifestations.



Les photographes Walter Hupiu, indépendant, et Eitan Abramovich, de l'AFP, sont attaqués par des policiers alors qu'ils couvrent une manifestation contre les violences faites aux femmes à Lima/Pérou le 24 novembre 2006.
© EITAN ABRAMOVICH / AFP

TÉMOIGNAGE

« Bien que nous ayons eu l'occasion de participer à des réunions au cours desquelles le règlement a été discuté, nous avons porté trois cas de journalistes devant le mécanisme et ils n'ont jamais été en mesure de nous donner des réponses. Ils ont été interviewés, mais aucune mesure n'a jamais été prise. Chaque fois qu'il y a des attaques, nous les informons, mais nous avons cessé d'insister. On ne compte plus sur le mécanisme. »

Zuliana Lainez, présidente de l'Association nationale des journalistes du Pérou (ANP)

PARAGUAY ET CHILI : DES POLITIQUES DE PROTECTION MISES EN ŒUVRE PAR LA VOIE LÉGISLATIVE



Le Chili, bien que n'affichant pas le même niveau de violence structurelle que d'autres pays d'Amérique latine, a vu une augmentation des attaques contre les journalistes, des violations de la confidentialité des sources et l'utilisation abusive du système judiciaire pour faire taire les journalistes d'investigation. Le meurtre de la journaliste **Francisca Sandoval** en 2022, le premier depuis le retour de la démocratie au Chili, a suscité de graves inquiétudes. La journaliste de la chaîne de télévision communautaire *Señal 3 La Victoria*, a été tuée d'une balle dans la tête alors qu'elle couvrait les manifestations du 1^{er} mai à Santiago, la capitale du pays.

Si le projet de loi visant à protéger les journalistes et les défenseurs des droits de l'homme a reçu le soutien du gouvernement et a été adopté en mars 2024 par la Chambre des représentants, il reste bloqué au Sénat depuis lors. Aussi, malgré l'engagement du gouvernement en faveur d'un mécanisme pleinement doté en ressources et personnel, le projet actuel n'a pas de budget dédié et ni de cadre clair pour l'agence responsable de la protection des journalistes. La plupart des obligations sont génériquement assignées à « l'État », sans mention spécifique de département, d'agence ou d'institution responsable. Le projet de loi échoue également à aborder l'intensification du harcèlement judiciaire et de la violence en ligne contre les journalistes.

TÉMOIGNAGE

« Aujourd'hui, si un journaliste écrit sur les narcotrafiquants et que ces derniers le menacent, nous n'avons aucun moyen de le protéger. C'est un phénomène qui n'existait pas auparavant et qui nécessite un dialogue avec ceux qui ont créé les mécanismes au Mexique et en Colombie. Je suis sûr qu'au Chili, ce sera un mécanisme cohérent avec leurs réalités, mais nous devons connaître l'expérience d'autres pays. »

Mauricio Weibel, journaliste d'investigation



Au Paraguay, le Forum sur la sécurité des journalistes a documenté plus de 600 cas de violences depuis les années 1990. La plupart de ces crimes sont restés impunis. En 2022, la Cour interaméricaine des droits de l'homme a condamné l'État pour ne pas avoir protégé le journaliste **Santiago Leguizamón** : le directeur de la radio *Mburucuyá* a été tué, en 1991, après avoir dénoncé des affaires de contrebande et de trafic de drogue.

Le projet de loi de création d'un mécanisme de protection est en attente au Sénat depuis avril 2023. Il prévoit un mécanisme indépendant, coordonné entre les entités de l'État, avec une représentation des trois branches du gouvernement, du bureau du défenseur public, du ministère public et de la société civile. La Commission de protection serait l'autorité supérieure du mécanisme. Elle inclurait un membre du ministère de l'Intérieur, un procureur adjoint de l'unité spécialisée dans les crimes contre les droits de l'homme, un juge de cour d'appel, un défenseur public adjoint, un représentant des journalistes, un représentant d'une organisation de défense des droits de l'homme, et un expert en liberté d'expression, sécurité et droits de l'homme. Le projet de loi met l'accent sur une protection globale qui prend en compte le contexte et l'environnement de chaque bénéficiaire. Une fois adopté, les principaux défis seront la mise en place d'un mécanisme dont la structure et la composition garantissent son efficacité et l'assurance d'une représentation significative de la société civile dans la coordination du mécanisme.

Cependant, l'environnement politique actuel, avec un Congrès majoritairement conservateur, constitue un défi. Les journalistes travaillent par conséquent en coulisse pour rassembler des soutiens et préserver les dispositions essentielles du projet de loi.

TÉMOIGNAGE

« *Il existe un consensus public sur la nécessité de protéger les journalistes. Il est difficile pour un sénateur ou un député de dire que cette loi n'a pas de raison d'être. Mais ils peuvent rendre la loi inutile en retirant, en ajoutant ou en modifiant des aspects fondamentaux.* »

Dante Leguizamón, secrétaire exécutif de la Coordination des droits de l'homme du Paraguay (Codehupy).

Cas emblématiques de violences contre les journalistes dans la zone

Au Pérou, au Chili, au Paraguay, en Équateur et au Guatemala, le journalisme est devenu une profession à haut risque. Les professionnels des médias sont régulièrement confrontés à la violence, au harcèlement et à la censure. La plupart des victimes travaillent dans des villes petites et moyennes, où elles enquêtent sur les tensions communautaires et les structures de pouvoir locales.

ÉQUATEUR



Indicateur de sécurité 2024 (106)

En janvier 2024, la violence contre la presse en Équateur a atteint un niveau alarmant lorsque *TC Televisión* a été attaquée par des assaillants armés lors d'une émission en direct à Guayaquil, un acte lié au pouvoir croissant du crime organisé dans le pays. Lors de cette attaque, le journaliste **José Luis Calderón** a été pris en otage. Cet épisode violent a contraint Calderón à quitter l'Équateur et à demander l'asile aux États-Unis.

Le 20 mars 2023, des journalistes de trois chaînes de télévision équatoriennes ont reçu des enveloppes contenant des clés USB chargées d'explosifs. **Lenin Artieda**, d'*Ecuavisa*, a été le premier à subir l'explosion à Guayaquil, et a été légèrement blessé. **Mauricio Ayora**, de *TC Televisión*, et **Milton Pérez**, de *Teamazonas*, ont également reçu des enveloppes contenant des explosifs associés à des messages de menaces à l'encontre des journalistes.

Gerardo Delgado, journaliste à *Ola Manta TV*, a été tué le 10 août 2022 alors qu'il effectuait un reportage sur la route entre Manta et Montecristi. Il était connu pour travailler sur des sujets tels que la sécurité, la santé et le manque de services publics dans les communautés. Au moins 14 journalistes équatoriens ont été contraints à l'exil entre 2023 et 2024.

GUATEMALA



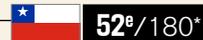
Indicateur de sécurité 2024 (151)

Un des cas les plus emblématiques des violences judiciaires commises contre les journalistes est celui de **Jose Rubén Zamora**, fondateur du journal *elPeriódico*. Après avoir passé plus de 800 jours en détention arbitraire, il est à ce jour assigné à résidence, et il risque de perdre son droit de répondre aux accusations fallacieuses de blanchiment d'argent, d'extorsion et d'obstruction à la justice portées contre lui.

Le 2 septembre 2024, le domicile du journaliste **Carlos Monroy**, correspondant du journal *Nuestro Diario* à Zacapa, a été la cible de tirs visant à l'intimider, pour n'avoir fait que son travail. Selon le journaliste, l'agresseur réagissait au traitement d'un fait divers dans le journal.

En septembre 2024, les journalistes du média *VoxPopuli* **Marvin Del Cid** et **Sonny Figueroa** ont été agressés par Luis Miguel Martínez, ancien directeur du Centre gouvernemental de l'ex-président Giammattei, qui a divulgué leurs informations privées sur les réseaux sociaux après la publication d'une enquête sur les liens du gouvernement avec le trafic de drogue. Depuis début 2020, Del Cid et Figueroa ont fait face à plusieurs actes d'intimidation, y compris des menaces judiciaires de la part de fonctionnaires du gouvernement et du harcèlement de la part de la police nationale civile.

CHILI



Indicateur de sécurité 2024 (68)

Francisca Sandoval, une journaliste de 29 ans, travaillait à *Señal 3 La Victoria*, un média communautaire couvrant les questions sociales et les droits de l'homme à Santiago. Le 1^{er} mai 2022, alors qu'elle couvrait une manifestation dans le quartier de Meiggs, elle a reçu une balle dans la tête lors d'une fusillade liée aux mafias locales. Elle a été transportée à l'hôpital, où elle est décédée le 12 mai. Le meurtrier présumé, Marcelo Naranjo, a été condamné pour meurtre.

Le 11 septembre 2023, lors des manifestations organisées à l'occasion du 50^e anniversaire du coup d'État au Chili, le caméraman de *Mega* **Javier Barría** a reçu une balle au visage alors qu'il couvrait l'événement dans le quartier de Villa Francia à Santiago. Barría, ainsi que le journaliste **Rodrigo Ugarte**, ont été abattus par des inconnus.

PÉROU



Indicateur de sécurité 2024 (128)

Rosa María Palacios, journaliste indépendant travaillant pour la radio, la presse écrite et les médias en ligne, a été victime de multiples attaques en mars 2024 par des groupes d'extrême droite, y compris de la stigmatisation, de la diffamation, du harcèlement de rue et des dommages à ses biens personnels, reflétant un environnement hostile pour son travail journalistique.

D'autre part, **Liubomir Fernández**, collaborateur de plusieurs médias en ligne et en presse écrite a reçu des menaces, été harcelé en ligne et sa famille a été traquée. Ces attaques, datant de février 2024, l'ont poussé à demander des mesures de précaution à la CIDH.

Enfin, le célèbre journaliste **Gustavo Gorriti** fait l'objet d'une enquête pour corruption présumée depuis mars 2024. En octobre, la Cour suprême a ordonné au média dont il est le directeur, le site d'investigation indépendant *IDL-Reporteros*, de lui remettre les audios de 2018 sur la corruption judiciaire et à Gorriti de révéler ses sources. Dans le même temps, son équipe fait l'objet d'un harcèlement permanent, avec des menaces et des manifestations de la part de groupes d'extrême droite et de partisans de l'ancien président Alberto Fujimori.

PARAGUAY



Indicateur de sécurité 2024 (119)

Le 6 septembre 2022, le journaliste **Humberto Coronel** a été abattu par des hommes armés à Pedro Juan Caballero, alors qu'il quittait la station de radio *Amambay*. Coronel, qui traitait de la corruption et du crime organisé, avait reçu des menaces de mort trois mois auparavant, mais avait refusé la protection de la police.

Le 3 septembre 2024, le journaliste **Elias Cabral** a reçu de graves menaces via des messages WhatsApp. Ces menaces ont été proférées après qu'il a publié des informations sensibles sur des questions de corruption locale.

2 | POUR DES POLITIQUES PUBLIQUES EFFICACES : LES DIX CONDITIONS PHARES D'UN MÉCANISME DE PROTECTION EFFECTIVE DES JOURNALISTES

Élaborer des politiques de protection des journalistes est un processus complexe qui doit prendre en compte l'environnement de chaque pays. Sur la base de plusieurs années de suivi des mécanismes de protection en Amérique latine, RSF a identifié dix axes d'amélioration indispensables pour des politiques publiques efficaces et pour soutenir les efforts de la société civile. À l'occasion de la publication de ce rapport, RSF appelle les pouvoirs publics concernés à agir concrètement et sans délai pour renforcer l'efficacité des mécanismes nationaux de protection des journalistes. En partageant son diagnostic et ses recommandations, RSF réaffirme son engagement à contribuer à la sécurité des journalistes et à renforcer les initiatives de protection à l'échelle mondiale.

1/UN CADRE JURIDIQUE SOLIDE

La sécurité des journalistes ne doit pas dépendre de la bonne volonté des gouvernements. Les mécanismes de protection doivent s'appuyer sur des législations, établissant des obligations claires pour les différentes entités de l'État et garantissant un budget suffisant pour la mise en œuvre de la politique au niveau national. L'indépendance institutionnelle, y compris vis-à-vis du gouvernement, doit également être garantie juridiquement. Les gouvernements ayant créé des mécanismes de protection sans dispositions légales doivent collaborer avec le législateur pour établir un cadre juridique solide, impliquant tous les acteurs, y compris les organisations de journalistes, les médias et les communicants.

2/COORDINATION INSTITUTIONNELLE

Tout mécanisme de protection doit se coordonner avec les organismes publics concernés pour aborder à la fois les causes structurelles de la violence contre les journalistes et le besoin de justice. RSF recommande que les mécanismes reçoivent directement les plaintes des individus ou des organisations de la société civile concernant les menaces et qu'ils aient le pouvoir d'enquêter sur les auteurs d'agressions et de saisir les autorités judiciaires de poursuite. Les procureurs doivent être formés à la spécificité de leur rôle¹ dans les enquêtes et les poursuites concernant les crimes contre les journalistes. La coordination des mécanismes avec les entités de l'État à tous les niveaux est essentielle pour garantir que le mécanisme ne fonctionne pas en vase clos, assurant ainsi une protection globale pour les journalistes en danger.

3/DÉFINITION INCLUSIVE DU GROUPE CIBLE

La protection de l'État ne devrait pas dépendre de qualifications académiques, de sujets traités ou de plateformes médiatiques utilisées par les journalistes. Les mécanismes de protection doivent adopter une définition large du journaliste, reconnaissant tous les rôles qui soutiennent l'exercice du journalisme et l'accès à l'information. Les mécanismes devraient inclure les reporters, les directeurs de médias, les blogueurs, les journalistes indépendants, les caricaturistes, mais aussi des collaborateurs tels que les chauffeurs travaillant pour les médias, par exemple, qui peuvent être en danger en raison de leur mission.

¹ https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000375138_fre

4/PROTECTION GLOBALE

Assurer la sécurité physique des journalistes est essentiel mais insuffisant pour soutenir le journalisme dans les zones à haut risque. Les mesures de soutien psychosocial et juridique devraient également s'étendre aux membres de la famille, aux collègues et aux membres de la communauté. Les mesures de protection doivent aussi atténuer l'impact des dispositifs de sécurité, en garantissant aux journalistes relocalisés et à leurs familles des conditions de vie adéquates, y compris l'accès à l'éducation et aux soins de santé pour les enfants.

5/PROTOCOLES SPÉCIFIQUES POUR LES JOURNALISTES

La nature du métier de journaliste implique des risques particuliers qui diffèrent d'un professionnel à l'autre. Les mécanismes de protection doivent intégrer ces spécificités dans l'évaluation des risques et les plans de protection, en assurant une flexibilité pour éviter d'entraver le travail journalistique. Par exemple, les déplacements fréquents, les demandes d'escortes rapides et l'accès privé aux sources d'information doivent être disponibles sur demande.

6/APPROCHES DIFFÉRENCIÉES SELON LE GENRE, LA RACE, L'ETHNICITÉ ET LA DIVERSITÉ SEXUELLE

Les mécanismes de protection doivent adopter des approches différenciées, en tenant compte du genre, de la race, de l'ethnicité, de la diversité sexuelle et d'autres facteurs pouvant augmenter le niveau de risque auquel sont confrontés les bénéficiaires. Les facteurs sociaux imbriqués qui façonnent les identités individuelles doivent être pris en compte dans les évaluations des risques et dans la planification des mesures de protection. Ces approches intersectionnelles permettent de mieux répondre aux besoins spécifiques des bénéficiaires et de garantir des protections adaptées aux réalités sociales auxquelles ils sont confrontés.

7/BUDGET PERMANENT ET FLEXIBLE

Les mécanismes de protection nécessitent un financement stable et flexible pour garantir des mesures de protection rapides, un personnel adéquat et une gestion efficace des politiques. Les mesures de protection urgentes doivent échapper aux retards habituels des marchés publics, afin de répondre rapidement aux risques imminents. Un budget flexible est également nécessaire pour répondre à l'augmentation des besoins en matière de protection, qui engendre des coûts plus élevés.

8/PERSONNEL TECHNIQUE FORMÉ

Les mécanismes de protection efficaces nécessitent un personnel formé en permanence sur les questions relatives aux droits humains et à l'importance de la liberté d'expression et de l'information pour les démocraties. Les agents traitant les dossiers doivent être techniquement compétents pour évaluer le contexte de violence sans préjugés. Les responsables des mécanismes doivent également recommander des formations pour la police, les procureurs et les agents judiciaires sur le protocole de gestion des affaires impliquant la liberté d'expression.

9/PARTICIPATION SOCIALE

Le succès des politiques de protection est étroitement lié à l'engagement social dans leur conception et leur mise en œuvre. Les bénéficiaires doivent avoir un rôle dans l'évaluation de leurs risques et de leurs plans de protection, et les organisations qui les représentent doivent participer aux analyses de risque et aux prises de décisions en matière de protection. Une participation effective doit inclure des espaces de consultation et de décision où les organisations de la société civile disposent de droits de vote équivalents.

Les États doivent établir des canaux de dialogue permanent avec les journalistes et les communautés pour mieux diagnostiquer les risques et réagir efficacement.

10/CRÉDIBILITÉ ET TRANSPARENCE ACTIVE

Un mécanisme de protection n'est efficace que s'il a la confiance de ceux qu'il vise à protéger. Cela nécessite une totale transparence et des campagnes de sensibilisation en permanence sur ses fonctions. Les informations accessibles au public devraient comprendre les critères utilisés dans l'évaluation des risques, les refus de dossiers et les plans de protection. Des rapports réguliers et anonymisés sur la portée de la politique, comprenant le nombre de personnes protégées, les caractéristiques démographiques, les mesures prises et les budgets annuels, devraient être mis à disposition. RSF recommande qu'un rapport annuel sur le mécanisme de protection soit présenté au parlement national, avec des indicateurs transparents pour évaluer et améliorer en permanence l'efficacité des politiques.



REPORTERS SANS FRONTIÈRES œuvre pour la liberté, l'indépendance, et le pluralisme du journalisme partout sur la planète. Dotée d'un statut consultatif à l'ONU et à l'Unesco, l'organisation basée à Paris dispose de 13 bureaux et sections et de 150 correspondants dans le monde.